



Texte = +

ECONOMIE mardi 30 novembre 2010

Les causes du dérapage de la microfinance indienne

Mathilde Farine

Crédit Le suicide de débiteurs surendettés qui auraient été harcelés par leurs créanciers en Andhra Pradesh a conduit le gouvernement à prendre des mesures jugées «injustes»

«En septembre, nous avons été informés du suicide d'une de nos clientes, raconte un acteur du secteur de la microfinance indienne. Comme l'exige notre politique, un membre de notre équipe est allé dans le village, a rendu visite à la famille de la défunte et lui a offert de payer les frais des funérailles et de faire une croix sur sa dette.» Mais le jour suivant, «un représentant d'une des plus grandes institutions de microfinance (IMF) du pays a rendu visite à la même famille, exigeant un paiement de la dette, poursuit-il. D'après nos informations, l'agent en question s'est montré insistant, en dépit de la situation. L'histoire est arrivée aux oreilles du sarpanch [équivalent de chef du village], qui a ensuite rapporté l'incident à la police.» Par effet d'engrenage, «les forces de l'ordre, mises sous pression par les autorités du district, ont aveuglément enregistré la plainte contre toutes les IMF actives dans la région, y compris la nôtre. A la suite de quoi les médias ont rebaptisé l'histoire: «suicide suite au harcèlement des IMF».

Cette version de l'affaire qui secoue la microfinance indienne depuis quelques semaines serait sans doute contestée. Mais elle illustre la complexité de cette crise, déclenchée dans l'Etat de l'Andhra Pradesh à la suite d'une soixantaine de suicides de clients surendettés et, d'après de nombreux observateurs, harcelés par leurs créanciers.

La nouvelle a conduit le gouvernement de cet Etat du sud de l'Inde à recommander aux emprunteurs de cesser de rembourser leurs dettes à des institutions qui ne seraient pas enregistrées. De quoi secouer le secteur, dont les activités sont largement concentrées dans cette région, qui compte pour 30 à 40% des prêts octroyés dans le pays.

La découverte de ces suicides a souligné des pratiques douteuses des créanciers, mais aussi un accroissement vertigineux des crédits. «Des prêts ont été trop facilement accordés, les taux d'intérêt sont opaques, les pratiques de collectes des intérêts étaient souvent agressives et les profits anormalement élevés», souligne David Roodman, chercheur au Center for Global Development à Washington. Les IMF empruntent généralement à un taux de 11% à 15% aux banques avant de reprêter à un taux allant jusqu'à 30%.

L'histoire ne s'arrête pas là. «Le gouvernement a agi de manière plutôt maladroite en mettant toute l'industrie sur liste noire, au lieu de procéder à des

~~investigations au cas par cas», conclut Rajesh Chakrabarti, professeur assistant à l'Indian School of Business à Hyderabad. Une attitude qu'il juge «particulièrement injuste» car le gouvernement soutient une initiative non lucrative mais concurrente des IMF, les «Self-Help groups» et «ces mesures l'aident à nettoyer la concurrence». Selon ce système, une quinzaine de femmes se rassemblent pour ouvrir un compte, ce qu'elles ne pourraient pas faire seules, et épargnent. Une fois que le montant a atteint un certain seuil, elles peuvent emprunter plus qu'elles ont épargné.~~

Le problème se trouve également dans les niveaux de croissance excessifs, ajoute Elisabeth Rhyne, directrice du Center for Financial Inclusion. En quatre ans, les IMF ont vu le nombre de leurs clients passer de 10,5 millions à 26,7 millions, selon [Access Development Services](#). Entre 2004 et 2009, les cinq plus grandes IMF indiennes ont vu leur portefeuille bondir de 89% en moyenne chaque année, d'après [Mix Market](#). Au point que de nombreux clients se sont retrouvés avec plusieurs emprunts auprès d'IMF ou d'organismes différents. Un phénomène qui apparaît d'autant plus facilement «qu'il n'y a pas encore de bureau du crédit ni d'identification nationale», ajoute l'experte. La démesure qui régnait dans le secteur est également illustrée par l'entrée en bourse de SKS – le plus grand groupe de microfinance indien – l'été dernier dont la valorisation a atteint des sommets. Et qui n'a pas manqué de susciter des jalousies, les dirigeants étant accusés de s'enrichir sur le dos des pauvres.

A court terme, les IMF doivent revoir leur méthodologie et s'attarder sur les questions de surendettement et de capacité de remboursement, avance Elisabeth Rhyne. A plus long terme, elle recommande de lier dépôts et crédit. Pour l'heure, les IMF ne sont pas autorisés à collecter l'épargne de leurs clients. De son côté, Rajesh Chakrabarti ajoute qu'une sortie de cette crise implique de s'assurer que les pratiques de collecte des IMF soient raisonnables. De même, une «divulgateion régulière des taux pratiqués par les IMF pourrait aider».